

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10077]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, § 4, 37, 51, alinéa 1^{er}, 52, 53, § 1^{er}, 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'observation et d'orientation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitances ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil ;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n^o 162-7 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018 ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis n^o 63.990/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Considérant que les services résidentiels d'observation et d'orientation peuvent être mandatés par le conseiller de l'aide à la jeunesse ou par le directeur de la protection de la jeunesse en vertu de l'article 35, § 4, ou de l'article 53, § 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Considérant que dans le cadre de la procédure urgente prévue aux articles 37 et 52 du décret précité, à défaut de mise en œuvre de l'aide volontaire par le conseiller de l'aide à la jeunesse, le tribunal de la jeunesse désigne lui-même le service résidentiel dans lequel l'enfant doit être hébergé mais qu'en vertu de l'article 37, § 1^{er}, alinéa 3, et de l'article 53 du décret, c'est le directeur de la protection de la jeunesse, en principe, qui exécute la décision du tribunal et qui peut modifier le lieu d'hébergement de l'enfant et que c'est donc lui qui constitue l'autorité mandante à laquelle le service doit remettre son rapport ;

Considérant qu'à Bruxelles, les services agréés sont directement mandatés par le tribunal de la jeunesse pour la prise en charge d'enfants en danger en vertu de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et de l'accord de coopération du 11 mai 2007 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune, relatif à l'aide à la jeunesse et que, dans ces hypothèses, le service mandaté rend son rapport au tribunal de la jeunesse, s'agissant de l'autorité mandante ;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel, en vertu de l'article 157 du décret précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Champ d'application et dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation, dans le cadre de la prise en charge des enfants en difficulté et en danger visés aux articles 20 et 38 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o service : le service résidentiel d'observation et d'orientation ;

2^o nombre de mandats agréés : le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément ;

3^o arrêté du 5 décembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Art. 2. Le service résidentiel d'observation et d'orientation exécute soit la mission d'observation et d'orientation visée à l'article 4, soit la mission d'observation et d'orientation au bénéfice d'enfants victimes de maltraitances visée à l'article 7.

Art. 3. § 1^{er}. Le mandat précise l'identité de l'enfant, la mission confiée au service, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

La durée du mandat est de maximum 3 mois et peut être renouvelée une fois si une période d'observation ou un travail d'orientation plus long s'avèrent nécessaires ou si la mise en œuvre d'une autre aide ou l'admission de l'enfant dans un établissement scolaire, à l'issue de l'accueil de l'enfant par le service, nécessite un délai.

Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant.

§ 2. Le service adresse un premier rapport à l'autorité mandante dans le mois qui suit la date du mandat. Ce rapport contient une analyse de la situation et les premiers éléments de l'observation.

Le service adresse un second rapport à l'autorité mandante au moins 5 jours avant la fin du mandat. Ce rapport contient les conclusions de l'observation, les propositions d'orientation ou les éléments permettant d'apprécier un éventuel renouvellement de l'accueil.

En cas de renouvellement, le service adresse un rapport complémentaire à l'autorité mandante au moins 5 jours avant la fin du renouvellement.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

TITRE II. — *Mission d'observation et d'orientation*

CHAPITRE 1^{er}. — *Mission*

Art. 4. Le service a pour mission d'organiser l'accueil collectif et l'éducation de 10 à 15 enfants qui présentent des troubles et des comportements nécessitant une aide spécialisée en dehors de leur milieu de vie et justifiant par leur gravité l'observation, l'analyse approfondie et une action spécifique visant au dépassement de la crise par le biais d'un encadrement adapté à cette fin.

Le service établit pour chaque enfant un bilan d'observation et un projet d'orientation favorisant, si possible et si l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas, la réinsertion de l'enfant dans son milieu de vie.

CHAPITRE 2. — *Subventionnement*

Section 1^{ère}. — *Subventions pour frais de personnel*

Art. 5. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes :

1° service agréé pour 10 mandats : 16,5 équivalents temps plein :

- a) 10 éducateurs dont 1 coordinateur barème A ;
- b) 2 psycho-sociaux ;
- c) 1 administratif ;
- d) 2,5 techniques ;
- e) 1 directeur barème B ;

2° service agréé pour un nombre de mandats supérieur à 10, en plus des normes fixées au 1°, par mandat supplémentaire :

- a) 0,8 éducateur ;
- b) 0,2 psycho-social ;
- c) 0,25 technique.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

Section 2. — *Subventions pour frais de fonctionnement*

Art. 6. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service à concurrence de 9.257 euros par mandat agréé.

TITRE III. — *Mission d'observation et d'orientation au bénéfice d'enfants victimes de maltraitances*

CHAPITRE 1^{er}. — *Mission*

Art. 7. Le service a pour mission d'organiser un accueil collectif de 12 enfants qui nécessitent une aide particulière et spécialisée, éventuellement urgente, eu égard aux faits de maltraitance dont ils sont les victimes ou dont on suspecte l'existence.

La prise en charge d'urgence débute dans les vingt-quatre heures de la réception du mandat.

Le service contribue également à l'élaboration et à l'encadrement de projets d'aide pouvant être mis en œuvre à l'issue de l'accueil de l'enfant par le service en vue de sa réinsertion familiale, d'un essai de vie en résidence autonome ou de l'orientation de la situation vers un autre service.

Le service peut également être tenu d'apporter une aide psycho-socio-éducative aux personnes qui assurent en fait l'hébergement de l'enfant.

Art. 8. L'aide octroyée par le service doit pouvoir rencontrer les aspects sociaux, pédagogiques, médicaux, psychologiques et juridiques des situations.

CHAPITRE 2. — *Subventionnement*

Section 1^{ère}. — *Subventions pour frais de personnel*

Art. 9. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes : 13, 5 équivalents temps plein :

- a) 8,5 éducateurs ;
- b) 2 psycho-social, dont au moins 0,5 assistant social ;
- c) 0,5 administratif ;
- d) 1,5 technique ;
- e) 1 directeur barème B.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut être remplacé par un coordinateur barème A.

Section 2. — *Subventions pour frais de fonctionnement*

Art. 10. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 allouée au service est fixée à 59.869 euros.

TITRE IV. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'observation et d'orientation, modifié par les arrêtés du 24 mars 2003 et du 17 juin 2004, est abrogé.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements, modifié par l'arrêté du 24 mars 2003, est abrogé.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil, modifié par les arrêtés du 24 mars 2003 et du 17 juin 2004, est abrogé.

Art. 12. Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base des arrêtés visés à l'article 11 sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

Les services visés à l'alinéa 1^{er} se conforment aux conditions particulières du présent arrêté pour le 31 décembre 2019 au plus tard.

Art. 13. Pour les services agréés sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'observation et d'orientation pour moins de 10 mandats et pour les services agréés sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil pour plus de 15 mandats, l'agrément sur la base du présent arrêté ne modifie pas le montant des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement qui leur sont allouées.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 15. Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports
et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10077]

5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van residentiële diensten voor observatie en oriëntatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 35, § 4, 37, 51, eerste lid, 52, 53, § 1, 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten inzake observatie en oriëntatie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor hulpverlening aan mishandelde kinderen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang;

Gelet op de "gendertest" van 14 maart 2018, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 162-7 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in juni 2018;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en 26 november 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 63.990/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat de residentiële diensten voor observatie en oriëntatie kunnen worden gemachtigd door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of door de directeur voor jeugdbescherming krachtens artikel 35, § 4 of artikel 53, § 1 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat in het kader van de spoedprocedure, zoals bepaald in de artikelen 37 en 52 van voornoemd decreet, bij ontstentenis van vrijwillige hulpverlening door de adviseur hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechtbank zelf de residentiële dienst aanwijst waarin het kind moet worden ondergebracht, maar dat het, krachtens artikel 37, § 1, derde lid en artikel 53 van het decreet, de directeur jeugdbescherming is die, in principe, de beslissing van de rechtbank uitvoert en die de plaats van huisvesting van het kind kan wijzigen en dat hij dus de opdrachtgever is waaraan de dienst zijn verslag moet overmaken;

Overwegende dat in Brussel de erkende diensten rechtstreeks door de jeugdrechtbank worden gemachtigd om de zorg voor kinderen in gevaar op zich te nemen krachtens de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren en het samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, inzake hulpverlening aan jongeren en dat, in deze gevallen, de opdrachtdienst zijn verslag overmaakt aan de jeugdrechtbank, zijnde de opdrachtgever;

Overwegende dat de optredende personen van de in dit decreet bedoelde diensten aan het beroepsgeheim zijn gebonden, krachtens artikel 157 van voornoemd decreet;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit heeft als doel de bijzondere voorwaarden te bepalen voor de erkenning en de subsidiëring van de residentiële diensten voor observatie en oriëntatie, in het kader van de zorg voor kinderen in moeilijkheden en gevaar, zoals bedoeld in de artikelen 20 en 38 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder:

1° dienst: de residentiële dienst voor observatie en oriëntatie;

2° aantal erkende mandaten: het aantal mandaten dat de dienst tegelijk kan opnemen krachtens zijn erkenning;

3° besluit van 5 december 2018: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Art. 2. De residentiële dienst voor observatie en oriëntatie voert ofwel de observatie- en oriëntatieopdracht uit zoals bedoeld in artikel 4, ofwel de observatie- en oriëntatieopdracht ten gunste van mishandelde kinderen zoals bedoeld bij artikel 7.

Art. 3. § 1. Het mandaat verduidelijkt de identiteit van het kind, de opdracht die aan de dienst werd toevertrouwd, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doelstellingen, de motivatie en de duur ervan.

De duur van het mandaat bedraagt maximaal 3 maanden en kan eenmaal worden verlengd als een langere observatieperiode of langer oriëntatiewerk noodzakelijk blijkt of als het opstarten van andere hulpverlening of de toelating van het kind tot een schoolinstelling, na afloop van de opvang van het kind door de dienst, een uitstel vereist.

Een mandaat kan maar op een kind betrekking hebben.

§ 2. De dienst maakt binnen de maand die volgt op de datum van het mandaat een eerste verslag over aan de opdrachtgever. Dit verslag bevat een analyse van de situatie en de eerste elementen van de observatie.

Minstens 5 dagen vóór het einde van het mandaat maakt de dienst een tweede rapport over aan de opdrachtgever. Dit verslag bevat de conclusies van de observatie, de voorstellen inzake oriëntatie of de elementen die een eventuele verlenging van de opvang rechtvaardigen.

In geval van verlenging maakt de dienst minstens 5 dagen vóór het einde van de verlenging een bijkomend verslag over aan de opdrachtgever.

De opdrachtgever kan altijd een bijkomend verslag vragen.

TITEL II. — Observatie- en oriëntatieopdracht

HOOFDSTUK 1. — Opdracht

Art. 4. Het is de opdracht van de dienst om de collectieve opvang en de opvoeding te organiseren voor 10 tot 15 kinderen die, omwille van hun stoornissen en hun gedragingen, gespecialiseerde hulp buiten hun leefmilieu nodig hebben en voor wie de observatie, de grondige analyse en een specifiek optreden verantwoord zijn omwille van de ernst ervan, teneinde de crisis dankzij een daartoe aangepaste begeleiding te kunnen overwinnen.

De dienst stelt voor elk kind een observatiebalans en een oriëntatieproject op die, indien mogelijk en als het belang van het kind niet in het gedrang komt, de re-integratie van het kind in zijn of haar leefmilieu moeten bevorderen.

HOOFDSTUK 2. — Subsidiëring

Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten

Art. 5. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten, zoals bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018, wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand:

1° dienst erkend voor 10 mandaten: 16,5 voltijdse equivalenten:

a) 10 opvoeders, waarvan 1 coördinator weddeschaal A;

b) 2 psychosociale medewerkers;

c) 1 administratief medewerker;

d) 2,5 technische medewerkers;

e) 1 directeur weddeschaal B;

2° dienst erkend voor meer dan 10 mandaten, naast de normen die in 1° werden vastgelegd, per bijkomend mandaat:

a) 0,8 opvoeders;

b) 0,2 psychosociaal medewerker;

c) 0,25 technisch medewerker.

In de gevallen zoals bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op verzoek van de inrichtende macht, door een coördinator weddeschaal A worden vervangen.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 6. De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten, zoals bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018, wordt aan de dienst toegekend voor een bedrag van 9.257 euro per erkend mandaat.

TITEL III. — Observatie- en oriëntatieopdracht voor mishandelde kinderenHOOFDSTUK 1. — *Opdracht*

Art. 7. Het is de opdracht van de dienst om de collectieve opvang te organiseren voor 12 kinderen die bijzondere en gespecialiseerde, en eventuele dringende, hulp nodig hebben, gezien de mishandeling waarvan ze het slachtoffer zijn geworden of waarvan er wordt vermoed dat deze plaatsvond.

De dringende zorg start binnen de vierentwintig uur na ontvangst van het mandaat.

De dienst draagt ook bij tot de uitwerking en de begeleiding van hulpprojecten die na afloop van de opvang van het kind door de dienst kunnen worden opgestart met het oog op de familiale re-integratie, op een poging tot zelfstandig wonen of op de heroriëntatie van de situatie naar een andere dienst.

De dienst kan eveneens worden verplicht psychosociale en educatieve hulp te verlenen aan personen die instaan voor de huisvesting van het kind.

Art. 8. De hulp die de dienst verleent, moet tegemoetkomen aan de sociale, pedagogische, medische, psychologische en juridische aspecten van de verschillende situaties.

HOOFDSTUK 2. — *Subsidiëring**Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten*

Art. 9. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten, zoals bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018, wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand: 13,5 voltijdse equivalenten:

- a) 8,5 opvoeders;
- b) 2 psychosociale medewerkers, waaronder minstens 0,5 maatschappelijk werker;
- c) 0,5 administratief medewerker;
- d) 1,5 technisch medewerker.
- e) 1 directeur weddeschaal B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur door een coördinator weddeschaal A worden vervangen.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 10. De provisionele jaarlijkse subsidie voor de werkingskosten zoals bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018, die aan de dienst wordt toegekend, bedraagt 59.869 euro.

TITEL IV. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 11. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor observatie en oriëntatie, gewijzigd bij de besluiten van 24 maart 2003 en 17 juni 2004, wordt opgeheven.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor hulpverlening aan mishandelde kinderen, gewijzigd bij het besluit van 24 maart 2003, wordt opgeheven.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang, gewijzigd bij de besluiten van 24 maart 2003 en 17 juni 2004, wordt opgeheven.

Art. 12. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig de in artikel 11 bedoelde besluiten, zijn van rechtswege erkend op basis van dit besluit, vanaf zijn inwerkingtreding.

De in het eerste lid bedoelde diensten moeten uiterlijk op 31 december 2019 voldoen aan de bijzondere voorwaarden van dit besluit.

Art. 13. Voor de diensten erkend overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor observatie en oriëntatie voor minder dan 10 mandaten en voor de diensten erkend overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang voor meer dan 15 mandaten, zal de erkenning op basis van dit besluit geen aanleiding geven tot een wijziging van het subsidiebedrag voor personeels- en werkingskosten dat aan de dienst werd toegekend.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 15. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE